

Erfloze nalatenschap van Remy, Raymonde

Remy, Raymonde, ongehuwd, geboren te Arlon op 17 februari 1928, wonende te Saint-Servais, Bricgniotsestraat 205, is overleden te Saint-Servais op 29 januari 1991, zonder bekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Namen, bij vonnis van 18 mei 1998, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Namen, 11 juni 1998.

De gewestelijke directeur der registratie,
M. Biomez.

Succession en déshérence de Remy, Raymonde

Remy, Raymonde, célibataire, née à Arlon le 17 février 1928, domiciliée à Saint-Servais, rue de Bricgniot 205, est décédée à Saint-Servais le 29 janvier 1991, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Namur a, par jugement du 18 mai 1998, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Namur, le 11 juin 1998.

Le directeur régional de l'enregistrement,
M. Biomez.

(53698)

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

[C - 98/27532]

**16 JUILLET 1998. — Circulaire du Gouvernement wallon
relative à une gestion durable des demandes de permis d'urbanisme et de lotir dans la zone A
du plan d'exposition au bruit des aéroports régionaux**

A Mesdames et Messieurs les bourgmestres,

A Mesdames et Messieurs les échevins,

A Messieurs les fonctionnaires délégués,

Par sa décision du 16 juillet 1998, le Gouvernement wallon a arrêté d'une part les mesures d'accompagnement relatives à la zone A du plan d'exposition au bruit des aéroports régionaux et d'autre part la délimitation précise de ladite zone A relative à l'aéroport de Bierset.

Cette zone ainsi délimitée correspond, après détermination d'une route aérienne obligatoire, à une nuisance sonore continue égale ou supérieure à Ldn 70 db (A).

L'article 1^{er} du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine, entré en vigueur le 1^{er} mars 1998, précise :

« Le territoire de la Région wallonne est un patrimoine commun à ses habitants. La Région et les autres autorités publiques, chacune dans le cadre de ses compétences et en coordination avec la Région, sont gestionnaires et garants de l'aménagement du territoire. Elles rencontrent de manière durable les besoins sociaux, économiques, patrimoniaux et environnementaux de la collectivité par la gestion qualitative du cadre de vie, par l'utilisation parcimonieuse du sol et de ses ressources et par la conservation et le développement du patrimoine culturel, naturel et paysager ».

Selon une définition communément admise, le développement durable vise à « répondre aux besoins actuels sans compromettre les possibilités pour les générations futures de répondre à leurs propres besoins » (rapport Brundtland).

La décision du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 s'inscrit entièrement dans cette politique de développement durable : dès l'instant où la Région wallonne s'engage à racheter tout immeuble bâti à usage total ou partiel d'habitation ou tout immeuble non bâti ayant la qualité de terrain à bâtir, elle entend agir de la façon la plus directe qui soit par le biais d'une politique foncière volontariste.

Néanmoins, comme le rappelle l'article 1^{er} du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine, chaque autorité publique est responsable de la gestion et est garante de l'aménagement du territoire wallon « chacune dans le cadre de ses compétences et en coordination avec la Région ».

C'est dans cette logique de responsabilisation des divers acteurs et de coordination que s'inscrit la présente circulaire : avis et décisions relatifs à la délivrance des permis d'urbanisme et de lotir sont en effet des instruments actifs de gestion durable du territoire.

Aussi, le Gouvernement wallon entend dans l'attente d'un règlement régional d'urbanisme ou d'une révision des plans de secteur concernés, rappeler et énoncer les principes qui doivent prévaloir lors de l'examen de toute demande de permis d'urbanisme ou de lotir :

1. en application de l'article 108 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine, l'avis et la décision relatifs à une demande de permis doivent être motivés et préciser en quoi, en raison de circonstances urbanistiques et architecturales locales, la destination générale de la zone et son caractère architectural sont ou ne sont pas compromis;

2. sachant que la Région wallonne se portant acquéreur de l'ensemble des habitations ou terrains à bâtir situés dans la zone A, les circonstances urbanistiques locales liées à la proximité d'un aéroport dont l'activité est devenue significative sont modifiées tout comme la destination générale de ladite zone, laquelle est appelée à voir le logement ne plus se développer;

3. sachant que toute mesure raisonnable visant à une isolation phonique des habitations situées dans la zone A est de nature, sur le plan de la santé publique, à se révéler peu efficace;

4. sachant que les zones d'habitat ou d'habitat à caractère rural sont destinées à des fonctions aussi diverses que la résidence, les activités économiques, les établissements socio-culturels, les services publics et équipements communautaires, les exploitations agricoles et les équipements touristiques;

5. sachant dès lors que l'habitat dans la zone considérée s'avère être une potentialité qui, en termes de logement seul et en raison même de la proximité immédiate de l'aéroport, ne peut être encouragée par une quelconque autorité publique responsable;

Il est préconisé aux collèges des bourgmestres et échevins des communes reprises dans le périmètre de la zone A ainsi qu'aux fonctionnaires délégués concernés de prendre les mesures suivantes :

A. ne plus autoriser :

a) la construction d'immeubles destinés en tout ou en partie à l'habitation sauf s'il s'agit du logement de l'exploitant ou du personnel de gardiennage des entreprises implantées ou à implanter pour autant que la sécurité et la bonne marche de celles-ci l'exigent;

b) la construction d'immeubles utilisés comme établissement de soins, destinés à l'enseignement, à l'éducation ou à la culture;

c) les permis de lotir ayant pour objet la construction d'habitations;

B. dans le respect des dispositions légales, notamment l'article 108 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine précité, les actes et travaux suivants peuvent être autorisés moyennant des mesures particulières d'isolation phonique prises, ou à prendre, par les demandeurs de permis (par exemple, le mode de construction, les matériaux utilisés,...) :

a) la construction ou la transformation d'immeubles destinés aux activités d'artisanat, de service, de commerce, de distribution ou d'industrie ainsi que les infrastructures sportives;

b) la transformation des immeubles visés aux points A, a) et A, b).

Il est enfin rappelé aux collèges des bourgmestres et échevins que les conseils communaux sont seuls compétents pour adopter soit des plans communaux d'aménagement destinés à préciser et à spécialiser les activités admissibles dans la zone A du plan d'exposition au bruit, soit des règlements communaux d'urbanisme, lesquels peuvent notamment contenir toute disposition de nature à assurer la qualité acoustique des constructions.

Les collèges des bourgmestres et échevins et les fonctionnaires délégués sont invités à appliquer strictement les principes contenus dans la présente circulaire, laquelle est d'application le jour de sa notification aux autorités concernées.

Namur, le 16 juillet 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

[C - 98/27532]

16. JULI 1998 — Rundschreiben der Wallonischen Regierung bezüglich einer dauerhaften Verwaltung der Anträge auf Städtebau- und Erschließungsgenehmigung in der Zone A des Lärmbelastungsplans der regionalen Flughäfen

An die Frauen und Herren Bürgermeister,

An die Frauen und Herren Schöffen,

An die beauftragten Beamten,

Durch ihren Beschluß vom 16. Juli 1998 hat die Wallonische Regierung einerseits die Begleitmaßnahmen bezüglich der Zone A des Lärmbelastungsplans der regionalen Flughäfen und andererseits die genaue Abgrenzung der besagten Zone A für den Flughafen Bieret verabschiedet.

Nach Bestimmung einer vorgeschriebenen Luftstraße entspricht diese so abgegrenzte Zone einer anhaltenden Lärmbelastung mit einem Wert Ld.n. von 70 dB (A) oder mehr.

In Artikel 1 des am 1. März 1998 in Kraft getretenen Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, wird folgendes bestimmt:

« Das Territorium der wallonischen Region ist ein gemeinsames Erbe seiner Bewohner. Die Region und die anderen öffentlichen Behörden, jede im Rahmen ihrer Zuständigkeiten und in Koordination mit der Region, sind Verwalter und Verwahrer der Raumordnung. Sie kommen den sozialen, wirtschaftlichen, erbe- und umweltbezogenen Bedürfnissen der Gemeinschaft nach, durch eine dauerhafte, qualitative Verwaltung des Lebensraumes, durch eine schonende Benutzung des Bodens und seiner natürlichen Ressourcen und durch die Erhaltung und die Entwicklung des kulturellen, natürlichen und landschaftlichen Erbes ».

Nach der üblichen Definition der Dauerhaftigkeit im Sinne einer nachhaltigen Entwicklung handelt es sich darum, den heutigen Bedürfnissen nachzukommen, ohne die Möglichkeiten für die nächsten Generationen, ihren eigenen Bedürfnissen nachzukommen, zu beeinträchtigen (Bruntland Bericht).

Der Beschluß der Wallonischen Regierung vom 16. Juli 1998 stimmt völlig mit dieser Politik der nachhaltigen Entwicklung überein: schon wenn sich die Wallonische Region verpflichtet, jedes ganz oder teilweise zu Wohnzwecken bestimmte bebaute Immobiliengut abzukaufen, hat sie die Absicht, durch eine entschiedene Bodenpolitik auf möglichst direkte Weise zu handeln.

Gemäß Artikel 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe ist jedoch jede öffentliche Behörde, "jede im Rahmen ihrer Zuständigkeiten und in Koordination mit der Region", für die Verwaltung und die Verwahrung der wallonischen Raumordnung verantwortlich.

Mit dieser Logik einer Mitverantwortung der verschiedenen Beteiligten und mit dem Grundsatz der Koordination steht dieses Rundschreiben in Einklang: die Gutachten und Beschlüsse zur Erteilung der Städtebau- und Erschließungsgenehmigungen sind aktive Instrumente einer dauerhaften Bodenverwaltung.

In Erwartung einer regionalen Städtebauordnung oder einer Revision der betroffenen Sektorenpläne will die Wallonische Regierung deshalb die Prinzipien wiederholen und formulieren, die bei der Bearbeitung jedes Antrags auf eine Städtebau- oder Erschließungsgenehmigung ausschlaggebend sein müssen:

1. in Anwendung von Artikel 108 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe müssen das Gutachten und der Beschluß bezüglich eines Genehmigungsantrags begründet werden, und aufgrund städtebaulicher oder lokaler architektonischer Bedingungen angeben, inwiefern die allgemeine Bestimmung des Gebietes und sein architektonischer Charakter beeinträchtigt werden oder nicht;

2. da die Wallonische Region als Käufer sämtlicher in der Zone A gelegener Wohnungen bzw. zu bebauender Grundstücke auftritt, haben sich die lokalen städtebaulichen Umstände, die mit der Nähe eines Flughafens mit bedeutsam gewordenem Flugbetrieb verbunden sind, wie auch die allgemeine Zweckbestimmung dieser Zone, in der der Wohnungsbau nicht mehr wachsen wird, geändert;

3. in der Erwägung, daß sich jede vernünftige Maßnahme zur Schalldämmung der in der Zone A gelegenen Wohnungen ihrer Art wegen und im Hinblick auf das Gesundheitswesen als unzureichend erweisen wird;

4. in der Erwägung, daß die Wohngebiete oder die Wohngebiete mit ländlichem Charakter sehr verschiedene Zweckbestimmungen erhalten können, wie zum Beispiel Wohnungen, gewerbliche Tätigkeiten, soziokulturelle Einrichtungen, öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen, landwirtschaftliche Betriebe und touristische Anlagen;

5. in der Erwägung deshalb, daß das Wohnungswesen in diesem Gebiet nur eine potentielle Zweckbestimmung ist, und daß eine verantwortungsbewußte öffentliche Behörde unter Berücksichtigung der unmittelbaren Nähe des Flughafens den Wohnungsbau, wenn er ausschließlich zu Wohnzwecken bestimmt ist, auf keinen Fall fördern soll.

Es wird den Bürgermeister- und Schöffenkollegien der innerhalb der Zone A gelegenen Gemeinden sowie den betroffenen beauftragten Beamten empfohlen, die folgenden Maßnahmen zu ergreifen:

A. Folgendes nicht mehr gestatten:

a) der Bau von Gebäuden, die ganz oder teilweise zu Wohnzwecken bestimmt sind, außer für die Unterbringung des Bewirtschafters oder des Aufsichtspersonals der angesiedelten oder anzusiedelnden Betriebe, sofern dies für die Sicherheit und die reibungslose Arbeit des Betriebs erforderlich ist;

b) der Bau von Gebäuden, die als Pflegeeinrichtungen dienen oder für den Unterricht, die Ausbildung oder die Kultur bestimmt sind;

c) Erschließungsgenehmigungen, die den Wohnungsbau zum Gegenstand haben;

B. Unter Beachtung der gesetzlichen Bestimmungen, insbesondere des Artikels 108 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe dürfen die folgenden Handlungen und Bauarbeiten gestattet werden, vorausgesetzt, daß besondere Maßnahmen zur Schalldämmung durch die Antragsteller der Genehmigung getroffen worden sind bzw. werden (zum Beispiel in bezug auf die Bauart, das benutzte Baumaterial,...):

a) Bau oder Umbau von Gebäuden, die für handwerkliche Tätigkeiten, Dienstleistungen, Handel, Vertrieb oder Industrie sowie für Sportinfrastrukturen bestimmt sind;

b) Umbau der unter A, a) und A, b) erwähnten Gebäude.

Die Bürgermeister- und Schöffenkollegien werden darauf hingewiesen, daß allein die Gemeinderäte dazu befugt sind, entweder kommunale Raumordnungspläne zur Anführung und Spezialisierung der in der Zone A des Lärmbelastungsplans zulässigen Tätigkeiten, oder kommunale Städtebauvorschriften, die insbesondere jegliche Vorschriften zur Gewährleistung der akustischen Qualität der Bauten beinhalten können, zu verabschieden.

Die Bürgermeister- und Schöffenkollegien und die beauftragten Beamten werden um eine genaue Einhaltung der im vorliegenden Rundschreiben erklärten Prinzipien gebeten. Dieses Rundschreiben findet ab dem Tag dessen amtlichen Mitteilung an die betroffenen Behörden Anwendung.

Namur, den 16. Juli 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

[C - 98/27532]

16 JULI 1998. — Omzendbrief van de Waalse Regering betreffende het duurzame beheer van de aanvragen om stedenbouwkundige en verkavelingsvergunningen in zone A van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de gewestelijke luchthavens

Aan de dames en heren burgemeesters,

Aan de dames en heren schepenen,

Aan de heren gemachtigde ambtenaren,

Bij besluit van 16 juli 1998 heeft de Waalse Regering enerzijds begeleidingsmaatregelen vastgesteld voor zone A van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de gewestelijke luchthavens en anderzijds de nauwkeurige afbakening van de zogenaamde zone A voor de luchthaven van Bierset bepaald.

De aldus afgebakende zone stemt na bepaling van een verplichte luchtweg overeen met een permanente geluidsoverlast van Ld.n 70 dB(A) of meer.

Artikel 1 van het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, dat op 1 maart 1998 in werking is getreden, bepaalt het volgende :

« Het grondgebied van het Waalse Gewest vormt het gemeenschappelijk patrimonium van zijn bevolking. Het Gewest en de andere overheidsorganen zijn, elk binnen zijn bevoegdheden en in coördinatie met het Gewest, belast met de ruimtelijke ordening van dat grondgebied. Ze voorzien op een duurzame wijze in de sociale, economische, patrimoniale en milieubehoefte van de gemeenschap door een kwalitatief beheer van de leefomgeving, een zuinig gebruik van de bodem en zijn rijkdommen en door het behoud en de ontwikkeling van het cultureel, natuurlijk en landschappelijk patrimonium”.

Op grond van een algemeen aanvaarde definitie heeft de duurzame ontwikkeling tot doel in de huidige behoeften te voorzien zonder de mogelijkheden voor de toekomstige generaties in het gedrang te brengen om in hun eigen behoeften te voorzien (verslag Bruntland).

De beslissing van de Waalse Regering van 16 juli 1998 past volkomen bij dit beleid voor duurzame ontwikkeling : vanaf het moment dat het Waalse Gewest zich ertoe verbindt ieder bebouwd onroerend goed dat geheel of gedeeltelijk voor bewoning bestemd is of ieder onbebouwd onroerend goed dat als bouwgrond geldt terug te kopen, wenst het via een voluntaristisch grondbeleid op de meest rechtstreekse wijze op te treden.

Zoals artikel 1 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium er echter op wijst, is ieder overheidsorgaan « elk binnen zijn bevoegdheden en in coördinatie met het Gewest » verantwoordelijk voor het beheer van en belast met de Waalse ruimtelijke ordening.

Deze omzendbrief past in het kader van de logica gericht op het verantwoordelijkheidsgevoel van de verschillende partijen en op de coördinatie : adviezen en beslissingen over de afgifte van de stedenbouwkundige en verkavelingsvergunningen vormen inderdaad actieve instrumenten voor een duurzaam beheer van het grondgebied.

Zo wenst de Waalse Regering in afwachting van een gewestelijk stedenbouwkundig reglement of van een herziening van de betrokken gewestplannen de beginselen te benadrukken, die bij de behandeling van iedere stedenbouwkundige of verkavelingsaanvraag in aanmerking moeten worden genomen :

1. krachtens artikel 108 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium moeten het advies en de beslissing over een vergunningsaanvraag met redenen omkleed zijn en aangeven waarom de algemene bestemming van het gebied en het architecturale karakter ervan in de gegeven plaatselijke stedenbouwkundige en architecturale omstandigheden al dan niet bedreigd zijn;

2. overwegende dat het Waalse Gewest het geheel van de in zone A gelegen woningen of bouwgronden aankoopt, worden de plaatselijke stedenbouwkundige omstandigheden vlakbij een luchthaven waarvan de activiteit relevant is geworden, gewijzigd samen met de algemene bestemming van deze zone waar de huisvesting niet meer ontwikkeld wordt;

3. overwegende dat iedere redelijke maatregel met het oog op een geluidsisolatie van de in zone A gelegen woningen van dien aard is dat ze op het vlak van de volksgezondheid niet zeer doeltreffend blijkt;

4. overwegende dat de woongebieden of woongebieden met een landelijk karakter allerlei bestemmingen kunnen hebben zoals bewoning, economische activiteiten, sociaal-economische inrichtingen, openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen, landbouwbedrijven en toeristische accommodatie;

5. overwegende dat de woongelegenheden in de betrokken zone een mogelijkheid vormt die, in eigenlijke zin van huisvesting en omwille van de lokalisatie vlakbij de luchthaven, niet kan worden aangemoedigd door een verantwoordelijk overheidsorgaan;

Het is aangewezen dat de Colleges van Burgemeester en Schepenen van de in zone A opgenomen gemeenten alsmede de betrokken gemachtigde ambtenaren de volgende maatregelen treffen :

A. niet langer instemmen met :

a) de oprichting van gebouwen die geheel of gedeeltelijk voor bewoning bestemd zijn behalve de woning van de exploitant of het bewakingspersoneel van de gevestigde of te vestigen bedrijven voor zover de veiligheid of de goede werking van de bedrijven het vereist;

b) de oprichting van gebouwen die gebruikt worden als verplegingsinrichtingen, of bestemd zijn voor onderwijs, opvoeding of cultuur;

c) de verkavelingsvergunningen die de bouw van woningen beogen;

B. Met inachtneming van de wetsbepalingen, inzonderheid bovenvermeld artikel 108 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium worden de volgende handelingen en werkzaamheden toegelaten mits bijzondere door de vergunningsaanvragers getroffen of te treffen maatregelen voor de geluidsisolatie (bouwwijze, gebruikte materialen,...) :

a) de bouw of verbouwing van gebouwen bestemd voor ambachten, dienstverlening, handel, distributie of industrie alsmede voor sportinfrastructuren;

b) de verbouwing van de onder punten A, a) en A, b) bedoelde gebouwen.

Tenslotte wordt de aandacht van de Colleges van Burgemeester en Schepenen gevestigd op het feit dat alleen de gemeenteraden bevoegd zijn voor de goedkeuring van ofwel gemeentelijke plannen van aanleg ten einde de in zone A van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder toelaatbare activiteiten aan te geven en te specificeren, ofwel van gemeentelijke stedenbouwkundige reglementen met o.m. bepalingen voor de geluidskwaliteit van de bouwwerken.

De Colleges van Burgemeester en Schepenen alsmede de gemachtigde ambtenaren worden erom verzocht de beginselen van deze omzendbrief strikt toe te passen. Deze omzendbrief treedt in werking de dag waarop hij aan de betrokken overheden wordt bekendgemaakt.

Namen, 16 juli 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrustingen en Vervoer,
M. LEBRUN